

# ENSEMBLE!, face à des choix décisifs

Par *Laurence Boffet, Roland Mérieux, Francis Sitel*

*Laurence Boffet, Roland Mérieux, Francis Sitel sont membres de l'Équipe d'animation nationale d'ENSEMBLE !, et ayant rejoint ce mouvement à partir d'histoires et d'organisations différentes.*

1- Le mouvement ENSEMBLE !, qui s'est constitué en 2015, est confronté en 2025 à des choix décisifs.

Ceux-ci concernent d'abord et bien évidemment les réponses à apporter aux considérables défis de la situation, à la fois internationaux, européens et nationaux. Et aussi ceux, qui leur sont liés, de son propre devenir. La question posée est celle d'une redéfinition du projet politique et de la perspective du dépassement de sa forme organisationnelle présente.

Il ne s'agit pas d'une situation qui lui soit propre, on peut en effet juger que dans des termes différents presque toutes les organisations politiques, en particulier à gauche, se trouvent interpellées par des interrogations semblables.

Une particularité d'ENSEMBLE ! est que dans son cas l'enjeu pour la majorité de ses membres n'est pas d'ordre existentiel. D'une part, parce que dès sa création le mouvement s'est conçu comme provisoire, visant son dépassement dans une formation de plus grande ampleur. D'autre part, du fait que sa constitution même était le produit d'un processus de rassemblement de plusieurs organisations ayant chacune suivi une trajectoire politique marquée de ruptures et de redéfinitions. Ce fut une diversité d'expériences, de cultures et de références qui ont alors fait le choix de surmonter leurs différentes appartenances organisationnelles pour se rassembler dans un cadre commun.

Il s'agissait des Alternatifs, de l'Association des communistes unitaires, de la FASE née des comités ayant mené la campagne présidentielle de José Bové, de groupes venus de la LCR ayant mutée en NPA (Gauche unitaire, puis Convergences et alternative et enfin Gauche anticapitaliste), et aussi de militantes et militants sans appartenance d'organisations politiques, de militants syndicalistes et associatifs.

Donc un assemblage de traditions politiques anciennes et diverses, voire parfois opposées dans le passé, communiste, autogestionnaire, trotskiste. Et des ruptures partielles, souvent difficiles sinon douloureuses, avec les organisations auxquelles elles se rattachaient dans le passé.

Il est vrai qu'au long des années, en particulier depuis la mobilisation unitaire pour le non de gauche au Traité constitutionnel européen en 2005, des liens s'étaient créés et des habitudes de travail en commun tissées. Mais faire organisation commune supposait bien davantage : savoir ce dont on acceptait de se détacher au regard de ce qui avait été identitaire dans les organisations d'origine, par exemple le communisme incarné par le Parti en ayant le monopole, la promesse de la révolution portée par le parti d'avant garde... Et aussi juger qu'une telle recombinaison politique n'induisait pas un renoncement aux fondamentaux des engagements politiques antérieurs, autant de références à la lutte des classes, à l'internationalisme, au féminisme, à la démocratie et à l'émancipation, qui resteraient celles d'un militantisme maintenu, dans des conditions différentes.

Opération suffisamment délicate pour que l'organisation nouvelle ne se définisse pas comme un « parti », avec les principes conformes aux traditions des organisations de gauche, en particulier celles dont étaient issues la plupart des composantes concernées. La situation invitait à faire preuve

de prudence dans la fixation des règles de vie et de fonctionnement, toute idée de centralisme fût-il démocratique, ou de direction sous forme de « bureau politique », se voit bannie. L'accent est mis sur la souveraineté des collectifs, un Conseil national représentatif de ces derniers, et une instance exécutive désignée comme « équipe d'animation nationale », des commissions thématiques ayant leur autonomie, la possibilité de la double appartenance, et concernant les décisions la recherche du consensus est fixée comme la règle...

2- A cette expérience inédite, on pouvait trouver des similitudes avec d'autres ailleurs en Europe – die Linke en Allemagne, Podemos en Espagne, Syriza en Grèce...-, ce qui confirmait que cette voie des recompositions politiques au sein de la gauche et du mouvement ouvrier était bien une donnée de la période historique qui imposait de s'y engager.

En France, c'est l'existence du Front de gauche qui en apportait la confirmation, et qui a été son catalyseur.

A l'occasion des élections européennes de 2009, le Front de gauche pour l'Europe formé à l'initiative du Parti communiste et du Parti de gauche (suite à la rupture de J-L Mélenchon d'avec le PS), rejoint par la Gauche unitaire (rompant avec le NPA nouvellement créé par la LCR), a concrétisé la possibilité d'un processus de rassemblement de forces de gauche différentes, parfois opposées dans le passé, et de constitution d'un cadre fédératif commun, lequel a fourni la démonstration de son efficacité.

Efficacité électorale confirmée par un score honorable pour ces européennes, mais dont on devait espérer qu'il serait un point d'appui pour réaliser une efficience d'une toute autre portée : celle d'une construction politique apte à surmonter la division et l'affaiblissement de la gauche. Le projet d'une grande formation de gauche, lutte de classe, porteur d'une ambition majoritaire au service d'un projet de transformation sociale, démocratique et écologiste.

Le Front de gauche qui se mit sur pied suite à ce premier succès sembla en mesure de surmonter l'échec qui avait suivi la tentative d'une candidature unitaire pour la présidentielle de 2007. La conjonction opérée était porteuse de potentialités importantes : une implication du Parti communiste, force principale de l'alliance, qui jouait le jeu de l'unité et de l'ouverture, un Parti de gauche représentant une médiation vers le PS, une implication du courant autogestionnaire avec les Alternatifs faisant très majoritairement ce choix du Front de gauche, et via la Gauche unitaire une ouverture vers le courant de l'ex-LCR devenue NPA, des liens avec le mouvement syndical et associatif, et des relations possibles avec l'espace de l'écologie politique.

Ce Front de gauche, jouissant d'un écho électoral et d'une autorité politique significatifs, paraissait pouvoir porter une dynamique de développement et de transformation de la gauche dans sa totalité. Le rassemblement en son sein des diverses petites organisations indiquées plus haut fut ainsi rendu possible par l'existence de ce cadre du Front de gauche, et se justifiait comme étant un outil politique apte à favoriser la progression de ce même Front de gauche.

Le devenir d'ENSEMBLE ! étant lié à celui du Front de gauche, les vicissitudes que celui-ci était appelé à connaître ne pouvaient rester sans conséquences pour celui-là.

Les enjeux électoraux qui avaient pour une part importante déterminé la formation du Front de gauche ont signé ses fragilités, les intérêts en ce domaine prenant le dessus sur la recherche et l'élaboration d'un projet politique commun. Alors que ce cadre d'alliance avait été nécessaire à J-L Mélenchon pour se confronter à la présidentielle de 2012, loin de le rester pour celle de 2017, il devenait pour lui une contrainte inutile et un obstacle à sa volonté d'hégémonie à gauche.

De son côté la direction du PCF considérait le Front de gauche d'abord comme un cadre lui permettant de se réaffirmer comme force politique décisive.

Pour l'un et l'autre ses propres intérêts électoraux étaient plus déterminants que tout autre sujet. Ce qui a conduit à un manque de transparence des tractations pour la répartition des circonscriptions législatives. Et aussi au refus d'ouvrir le Front de gauche aux adhésions individuelles, et à toute mesure susceptible de favoriser une dynamique de dépassement du simple cartel électoral.

Au final le comportement brutal de J-L Mélenchon l'égard du Parti communiste allait provoquer une réaction sectaire et un repli identitaire de ce dernier. Du coup le Front de gauche allait se briser, avec en conséquence une involution du processus unitaire.

Si ENSEMBLE ! parvint à surmonter l'épreuve et à se maintenir, c'est affaibli que le mouvement fut amené à se confronter à la nouvelle situation à gauche ainsi créée.

3- J.-L. Mélenchon par son parcours politique ces vingt dernières années et les initiatives qui l'ont jalonné témoigne d'un engagement en faveur d'un objectif : gagner l'élection présidentielle. Fêré d'éloquence gaullienne et admirateur du génie politique mitterrandien, il a su faire partager largement à gauche la promesse de la possible conquête du pouvoir par une victoire électorale à cette élection présidentielle, clé de voûte de la V<sup>ème</sup> République.

Son talent fut de savoir, en même temps, d'une part dénoncer la V<sup>ème</sup> République et prôner la nécessité démocratique d'une VI<sup>ème</sup> République, d'autre part de s'adapter aux mécanismes de celle-ci pour les faire jouer en faveur de son projet. Ce qui implique d'assumer la personnalisation à outrance et de construire une organisation configurée pour servir cette entreprise présidentialiste, un « parti personnel », comme de son côté le fit Macron pour assurer sa victoire de 2017. De Mitterrand, il aussi appris qu'un scénario gagnant nécessite impérativement pour la gauche son unité, quitte à s'en émanciper une fois la victoire acquise.

L'erreur de Jean-Luc Mélenchon fut peut-être de télescoper ces deux phases. Entre 2012 et 2017, plutôt que de maintenir et élargir l'unité à gauche il a œuvré pour assurer son hégémonie à gauche, en traitant le PS en adversaire irréductible, en brutalisant le PCF, en se désintéressant des Écologistes et des diverses composantes de l'extrême gauche (à l'exception du POI, et des sensibilités se pliant à l'autorité de LFI). La conséquence en fut de redonner vie à la thèse des « deux gauches inconciliables » et la réactivation des tendances régressives à gauche : retour du sectarisme au sein du PC, affaiblissements à gauche de la gauche, et pour toute la gauche une surdétermination des préoccupations électorales, au détriment de l'élaboration d'un projet politique crédible et mobilisateur.

Ces choix n'ont pas empêché que la LFI opère avec succès un renouvellement du personnel politique, et que J.-L. Mélenchon lui-même s'impose à la gauche comme le seul présidentiable crédible, ce qui se confirma de manière éclatante en 2022, Mélenchon ratant de quelques centaines de milliers de voix la qualification pour le deuxième tour, alors que les candidatures concurrentes à gauche étaient renvoyées à la marginalisation, y compris humiliante pour le PS.

ENSEMBLE ! a subi de plein fouet ces difficultés. Le courant Ensemble insoumis, qui avait choisi la double appartenance à LFI et à ENSEMBLE !, a alors estimé qu'ENSEMBLE ! pour n'avoir pas soutenu la campagne de J-L Mélenchon se trouvait hors jeu au regard de la dynamique que promettait l'écho de celle-ci et la situation ainsi créée. À quoi s'est ajouté un doute quant à la capacité des autres forces de gauche à « garder la barre à gauche », du fait de leur inclination à revenir à des alliances avec un PS non purgé de son social-libéralisme, où l'on retrouve le problème récurrent de ce que doit être le périmètre de l'unité à gauche.

La rupture s'imposait pour créer une nouvelle organisation, Gauche écosocialiste, partie prenante en tant que telle du mouvement LFI, comme le PG, les courants Communistes insoumis, Écologistes insoumis, puis en force le POI...

Cet évènement peut être compris comme symptomatique d'une situation plus générale, celle d'une gauche travaillée par une dynamique d'affaiblissement, de division voire de fragmentation, au regard de laquelle les expériences répétées de rassemblement témoignent de résistances à celle-ci, ancrées dans une aspiration profonde du « peuple de gauche » à l'unité. Mais celles-ci d'autant plus fragiles qu'elles ne sont pas réellement en prise avec les mobilisations sociales et leurs conséquences politiques. Ainsi, sur les enjeux écologiques cristallisent des engagements forts,

parfois très radicaux, en particulier dans la jeunesse, qui ne trouvent pas spontanément une traduction sur le plan de la politique institutionnelle ou celui d'ordre programmatique. Même si par ailleurs les mouvements climat (marches climat, mouvements zadistes, animalistes, etc...) ont modifié la prise en compte de cette thématique et ont donné une place médiane aux Verts en les ancrant plus durablement dans le camp de la gauche.

À quoi s'ajoute l'héritage de la riche séquence de la mobilisation « retraites ». En 2023, avec la loi de réforme des retraites imposée par Macron contre une puissante mobilisation sociale, s'est ouverte une séquence politique qui a modifié les lignes de force. Macron a remporté une victoire à la Pyrrhus, qu'il a payé d'un affaiblissement politique qui s'est traduit plus tard par la perte de toute majorité parlementaire. Le monde du travail a réaffirmé sa puissance sociale, même si les limites du mouvement gréviste l'ont empêché de bloquer la réforme gouvernementale. Des questions réactivées sinon inédites ont été posées par une bataille qui s'est déployée à la fois sur le plan parlementaire et sur celui de la rue et des mobilisations sociales. D'où des débats quant à la relation entre partis politiques et syndicats, entre démocratie politique et démocratie sociale. L'impératif de l'unité à gauche s'en est trouvé posé en termes nouveaux, non sans tensions entre les diverses composantes concernées.

Au plan national les formules de rassemblement de la gauche se concrétisent à l'occasion de rendez-vous électoraux, donc pour une part en fonction de déterminations électoralistes. D'où une unité qui répond à une demande sociale, mais sous contraintes électorales. Ce qui empêche de lever le doute sur ce qu'est réellement la gauche aujourd'hui, son utilité au regard de la défense des intérêts populaires, sa capacité à faire face à la politique de la droite et à la menace de l'extrême droite.

Ces contraintes existent de manière plus ou moins forte selon qu'il s'agisse d'élections municipales, européennes ou législatives. Elles deviennent étouffantes lorsque c'est la présidentielle qui est en jeu. Démonstration répétitive, hier avec le Front de gauche et à nouveau la NUPES, et aujourd'hui menace qui plane sur le Nouveau Front Populaire, d'autant que l'arc de celui-ci s'est agrandi au PS et aux Écologistes par rapport aux formules précédentes.

4- La dissolution décidée de manière autoritaire et intempestive par Macron le soir des européennes a provoqué un choc politique massif. Si le Président s'est bercé de l'illusion de retrouver par ce coup de force une majorité parlementaire perdue en 2022, les citoyens ont compris les grands risques qui se présentaient : une victoire électorale du RN lui donnant les clés du pouvoir et l'effacement d'une gauche se présentant dans l'état de division qui était le sien depuis l'éclatement de la NUPES avec les polémiques qui s'en étaient suivies.

Le ressort unitaire et antifasciste a joué à plein, conduisant à la constitution en urgence d'une coalition électorale de toute la gauche (intitulée Nouveau Front Populaire), et au-delà en réactivant un réflexe de ce front républicain qu'on disait enterré à jamais, pour qu'au deuxième tour gauche et droite républicaine fassent barrage à l'extrême droite.

Ces élections ont accouché d'une nouvelle donne politique : une présidence affaiblie et grandement délégitimée, une Assemblée nationale partagée en trois blocs d'importance sensiblement équivalente et aux politiques inconciliables, donc sans majorité et en permanence susceptible de s'avérer ingouvernable. Le NFP, comptant le plus grand nombre de députés, a revendiqué de former le gouvernement, ce à quoi s'est refusé Macron, qui a choisi un gouvernement alliant son propre camp, lui-même divisé, et les Républicains. Lequel ne peut gouverner que par l'usage du 49.3, et en renonçant à un vote d'approbation des lois proposées, pour parier sur une « non censure » évitant addition des votes du RN et du NFP.

Le NFP se trouve confronté, dans une situation de grande instabilité, à d'importantes responsabilités parlementaires et politiques. L'efficacité des interventions des multiples composantes du NFP est indexée à leur représentation parlementaire, nulle pour certaines, dominante pour LFI mais avec un rééquilibrage en faveur du PS. D'où des tensions permanentes du fait de tactiques parlementaires différentes, et de choix divergents dans la perspective d'une présidentielle que Mélenchon souhaiterait anticipée.

5- Alors que l'union se faisait sur le plan électoral dans le NFP, la direction de LFI excluait dans le même temps certains de ses députés en pleine campagne électorale, et leur opposait des candidats concurrents, alors que l'ensemble de la gauche politique, syndicale et associative s'unissait pour combattre la possibilité que des élus RN entrent à l'Assemblée Nationale. Pour exprimer leur volonté démocratique et leur attachement au NFP, ces députés ostracisés voire exclus ont créé l'association dénommée L'Après. Ce qui a permis que s'impose un acteur nouveau, qui dispose d'élus et d'une visibilité nationale non négligeable, et dont la relation certes conflictuelle avec LFI offre aussi des potentialités nouvelles pour une recomposition politique.

6 – ENSEMBLE ! s'est inscrit dans le NFP en militant pour que celui-ci s'ancre localement, intervienne dans la situation sans se cantonner aux élections et à l'action parlementaire, non seulement préserve son unité mais lui donne une dimension plus forte dans la perspective de la grande formation unitaire et démocratique qui serait nécessaire à la gauche. De ce point de vue les assemblées populaires de base du NFP peuvent jouer un rôle important, et quelles que soient leurs actuelles limites, elles apparaissent porteuses d'espoir.

D'autres forces partagent ces mêmes préoccupations et agissent dans le même sens, GDS et L'Après, Nouvelle donne, des secteurs de Génération.s, des Écologistes, de Gauche écosocialiste, et aussi Picardie debout... Dans un espace politique différent le NPA-A qui s'est également inscrit dans le NFP a engagé avec ENSEMBLE ! et Rejoignons-nous (devenu Egalités) une démarche de forums et d'élaboration programmatique.

ENSEMBLE ! préconise que ces différents courants qui interviennent souvent de manière convergente trouvent les moyens de poser le problème du dépassement de la situation présente, en envisageant la possibilité d'une force politique commune.

L'impératif de développer une riposte politique pour empêcher l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, porte la nécessité d'une force à gauche unitaire et démocratique. C'est à la fois une urgence et une possibilité actualisée.

D'où les discussions en cours qui ont conduit GDS à son intégration fusion dans L'Après, et le débat entre ENSEMBLE ! et L'Après pour envisager la perspective d'une organisation commune à relativement court terme.